



Paraissant  
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

DIRECTEUR GENERAL  
**GILBERT E. GEORGES**

145ème Année No. 49

PORT-AU-PRINCE

Lundi 3 Juin 1990

## SOMMAIRE

- \* Décret créant, sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances un Organisme Autonome à caractère financier dénommé: «Fonds d'Assistance Economique et Sociale» (FAES) et doté de la personnalité juridique.
- \* Décret rapportant celui du 23 mars 1976 créant le «Service de Signalisation Routière d'Haiti».
- \* Arrêté reconstituant le Conseil d'Administration de la Minoterie d'Haiti.
- \* Arrêté nommant le citoyen Gérard Xavier Directeur Général Adjoint au Ciment d'Haiti SAM, Titre III.
- \* Arrêté nommant le citoyen Frantz Allen Directeur Général de la Minoterie.

LIBERTE

EGALITE

FRATERNITE

REPUBLIQUE D'HAITI

## DECRET

**ERTHA PASCAL TROUILLOT**  
*Président Provisoire de la République*

Vu le Message du 13 mars 1990 du Gouvernement Provisoire;

Vu le Décret du 20 juin 1988 portant dissolution du Sénat et de la Chambre des Députés;

Vu le Décret du 26 mars 1990 remettant en vigueur la Constitution de 1987;

Vu l'Article 136 de la Constitution;

Vu la Loi du 30 septembre 1982 définissant l'Administration Publique Nationale;



Vu la Loi du 11 septembre 1985 sur le Budget et la Comptabilité Publique;

Vu le Décret du 13 mars 1987 sur l'Organisation du Ministère de l'Economie et des Finances;

Vu les Statuts du Fonds Haitien d'Aide à la Femme (FHAF);

Vu les Statuts de la Fondation Haitienne de l'Enseignement Privé (FONHEP);

Vu les Statuts de l'Association Haitienne des Agences Bénévoles (HAVA);

Vu les Statuts de l'Association des Producteurs Agricoles (APA);

Vu les Statuts de la Fédération des Amis de la Nature (FAN);

Considérant que l'Etat a pour devoir de garantir les droits du citoyen à l'éducation, à la santé, à un logement décent et au bien-être économique;

Considérant que pour atteindre ces fins, il importe de mettre en place une structure adéquate susceptible de contribuer à la création d'emplois et à la fourniture de services essentiels au bénéfice de la population démunie.

Sur le rapport des Ministres de l'Economie et des Finances, de la Planification, de la Coopération Externe et de la Fonction Publique et des Affaires Sociales;

De l'Avis du Conseil d'Etat,

Et après délibération en Conseil des Ministres:

## D E C R E T E

### TITRE I

#### DU FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)

### CHAPITRE I

#### DENOMINATION - SIEGE - MISSION

**ARTICLE 1** Il est créé, sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances un Organisme Autonome à caractère financier dénommé **FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)**. Cet Organisme Autonome est doté de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et administrative.

**ARTICLE 2** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) a son siège social à Port-au-Prince. Suivant l'ampleur des besoins à satisfaire, il peut à tout moment ouvrir des succursales dans d'autres villes du pays.



**ARTICLE 3** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) a pour mission de financer des projets de courte durée et à haute intensité de main d'oeuvre visant à améliorer les conditions de vie des populations démunies dans les zones urbaines et rurales et à accroître leur potentiel productif.

## TITRE II

### STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

#### CHAPITRE II

##### ORGANISATION ET GESTION

**ARTICLE 4** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) comprend:

- . Un Conseil d'Administration
- . Une Direction Générale
- . Une Direction Administrative et Financière
- . Une Direction de Promotion et d'Evaluation
- . Une Direction de Contrôle et de Suivi.

#### CHAPITRE III

##### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**ARTICLE 5** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) est administré par un Conseil d'Administration de neuf (9) membres:

- . Le Ministre de l'Economie et des Finances ou son Représentant, Président;
- . Le Ministre de la Planification, de la Coopération Externe et de la Fonction Publique ou son Représentant, Vice Président;
- . Le Ministre des Affaires Sociales ou son Représentant, Membre
- . Le Directeur Général du FAES, Secrétaire Exécutif;
- . Un représentant du FHAFF (Fonds Haitien d'Aide à la Femme), Membre;
- . Un représentant de la FONHEP, (Fondation Haitienne de l'Enseignement Prive), Membre;
- . Un représentant de la HAVA (Association Haitienne des Agences Bénévoles) Association d'Organismes Non-Gouvernementaux, Membre;
- . Un représentant de la APA (Association des Producteurs Agricoles), Membre;
- . Un représentant de la FAN (Fédération des Amis de la Nature), fondation dédiée à la défense de l'environnement, Membre;

Les Membres du Conseil d'Administration exercent leurs fonctions sans rémunération.



**ARTICLE 6** Le Conseil d'Administration invitera les organismes donateurs à participer à ses réunions à titre d'observateur.

**ARTICLE 7** Le Conseil d'Administration a les attributions suivantes:

- . définir et orienter la politique générale du FAES;
- . reviser et approuver le Manuel de Procédures qui comprendra les normes de fonctionnement du FAES, y compris les critères et les procédures de sélection, de présentation et d'approbation de projets;
- . adopter les règlements internes du FAES;
- . approuver sur recommandation du Directeur Général la nomination et la révocation des autres cadres supérieurs du FAES;
- . approuver le programme d'action annuel, ainsi que le budget annuel du FAES, et recommander les mesures correctives jugées nécessaires dans le cadre du Programme d'Action;
- . approuver les rapports semestriels sur la situation financière et les activités réalisées.

**ARTICLE 8** Le Conseil d'Administration se réunit au siège social du FAES, à l'ordinaire, au moins tous les trois (3) mois aux dates fixées dans les règlements internes et à l'extraordinaire, sur convocation du Président, du Secrétaire Exécutif ou sur demande de la majorité des Membres, toutes les fois que les circonstances l'exigent. Les convocations aux réunions sont adressées aux Membres du Conseil trois (3) jours francs avant la date fixée. Elles contiendront l'ordre du jour ainsi que toutes informations pertinentes.

**ARTICLE 9** Le Président du Conseil d'Administration préside les réunions ordinaires et extraordinaires. En cas d'absence ou d'empêchement il est remplacé par le Vice-Président.

**ARTICLE 10** Le quorum est atteint par la présence de cinq (5) membres y compris le Président, ou en son absence le Vice-Président. Les décisions sont prises à la majorité absolue. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

**ARTICLE 11** Les délibérations ainsi que les résolutions du Conseil d'Administration sont consignées dans des registres spécialement tenus à cet effet.



#### CHAPITRE IV DE LA DIRECTION GENERALE

**ARTICLE 12** La Direction Générale du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) assure la gestion des ressources du FAES et coordonne les différentes activités de celui-ci. Elle est dirigée par un cadre de haut niveau doté d'une expérience de cinq (5) ans au moins à un poste de responsabilité et de gestion.

**ARTICLE 13** D'autres unités consultatives, administratives et techniques pourront être créées selon les besoins par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général.

**ARTICLE 14** Le Directeur Général est nommé par Commission Présidentielle pour une période de deux (2) ans. La nomination du Directeur Général ainsi que le renouvellement ou la révocation de son mandat sont faits sur recommandation du Président du Conseil après concertation avec les autres membres.

**ARTICLE 15** Le Directeur Général du FAES assume la direction et l'administration des opérations du Fonds. Il est, à cet effet, autorisé à signer tous accords ou contrats concernant la mobilisation des fonds au profit du FAES, après avis du Conseil d'Administration. De plus, il a la responsabilité de:

- mettre en application la politique générale définie par le Conseil d'Administration;
- coordonner et contrôler les activités du FAES;
- promouvoir et négocier la mobilisation de ressources financières au profit du FAES sur le plan national et international;
- négocier et signer les contrats relatifs aux interventions du FAES;
- passer tous contrats relatifs à la gestion du FAES;
- veiller à l'application des règlements et procédures du FAES;
- élaborer le budget annuel ainsi que le Programme d'Action du FAES et le soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration;
- soumettre au Conseil d'Administration un rapport semestriel sur l'état financier et la gestion générale du FAES;
- soumettre au Conseil d'Administration le rapport de vérification financière effectuée annuellement par une firme indépendante;
- publier chaque semestre dans deux (2) journaux locaux à fort tirage un rapport



indiquant l'utilisation et l'origine des fonds du FAES pour la période concernée;

- proposer au Conseil d'Administration la nomination et la révocation des cadres supérieurs du FAES;
- prendre toutes autres décisions concernant la gestion du personnel dans le cadre des règlements internes du FAES;
- représenter l'organisme en justice tant en demandant qu'en défendant;

**ARTICLE 16** Le Directeur Général est assisté d'un Conseil de Direction formé par les responsables des différentes Directions du FAES.

Le Conseil de Direction a pour rôle essentiel de conseiller le Directeur Général dans la gestion du FAES, ainsi que d'approuver ou de rejeter les projets soumis pour financement selon les critères et les procédures adoptées dans les règlements internes.

**ARTICLE 17** Le Conseil de Direction se réunit au moins une (1) fois par semaine sous la présidence du Directeur Général et ses décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Directeur Général est prépondérante.

### TITRE III

#### RESSOURCES ET PROJETS

##### CHAPITRE V

##### DES RESSOURCES

**ARTICLE 18** Les ressources du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) proviennent:

- des dotations budgétaires et autres fonds tirés du Trésor Public;
- des dons en espèce consentis par des Gouvernements de pays amis, des organisations internationales et d'autres donateurs nationaux ou étrangers;
- des prêts concessionnels accordés à des termes et conditions conformes aux objectifs et aux activités du FAES.

**ARTICLE 19** Il sera ouvert à la Banque de la République d'Haiti (BRH), au nom du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES), un compte où seront versées les ressources en espèces du FAES. Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) sera habilité à établir à des fins opérationnelles des comptes subsidiaires dans d'autres banques hors de Port-au-Prince.



**ARTICLE 20** Les chèques tirés sur les comptes du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) seront signés par le Directeur Général et par le responsable de la Direction Administrative et Financière ou tout autre Directeur désigné dans les règlements internes à cet effet.

**ARTICLE 21** Les comptes du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) seront tenus suivant les règles du plan comptable national et feront l'objet de vérifications annuelles par des expert-comptables indépendants recrutés à cet effet par appel d'offres par le Conseil d'Administration.

#### **CHAPITRE VI** **DES PROJETS**

**ARTICLE 22** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) s'appliquera à promouvoir, évaluer et financer l'exécution de projets de courte durée, à forte intensité de main d'oeuvre et à haute rentabilité sociale, au bénéfice des groupes à faibles revenus de la population. Le fonds ne peut, en aucun cas, servir d'agence d'exécution de projets.

**ARTICLE 23** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) financera des projets qui seront présentés par des organismes gouvernementaux, des municipalités, des collectivités territoriales, des organismes non-gouvernementaux, des fondations, des coopératives et d'autres organisations à caractère économique, social ou civique.

La qualité de Membre du Conseil d'Administration du FAES n'exclue pas à l'organisme concerné le droit de présenter des projets pour le financement du FAES.

**ARTICLE 24** Les interventions du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) se feront particulièrement dans les secteurs à haute rentabilité sociale, tels les projets d'appui aux services de base d'éducation, de santé et de nutrition; dans celui de l'infrastructure sociale, tels les projets d'adduction d'eau potable, d'égoûts, de voirie, de postes de santé; dans le secteur de l'infrastructure économique, tels les projets de construction et d'entretien routier; et au niveau du soutien aux activités agricoles et aux micro-entreprises, tels les projets de reboisement, de conservation de sols, d'irrigation et de crédit.

**ARTICLE 25** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) pourra solliciter des organismes publics l'assistance technique requise pour la préparation de projets, ainsi que la supervision de leur exécution. Le FAES pourra également à ses fins contracter les services de particuliers, d'institutions privées ou mixtes.

**ARTICLE 26** Les contrats relatifs à l'exécution des projets financés par le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) seront passés directement entre le groupe ou l'organisme bénéficiaire d'une part et l'agence d'exécution



ou le maître d'oeuvre d'autre part. Le FAES veillera à ce que le coût et les prix des travaux à entreprendre soient justes et raisonnables.

**ARTICLE 27** Le FAES pourra à tout moment effectuer de son propre chef ou par l'intermédiaire de tiers le contrôle des travaux réalisés avec son financement et vérifier si les obligations assumées par les organismes d'exécution ou de supervision ont été satisfaites.

**ARTICLE 28** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) devra en toute occasion éviter la duplication de ses efforts et ceux d'autres organismes publics et non-gouvernementaux en maintenant une constante communication et une étroite coordination avec lesdits organismes.

#### TITRE IV

##### DISPOSITIONS SPECIALES

**ARTICLE 29** Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) bénéficie de l'exonération des droits et taxes de l'Etat des collectivités territoriales.

**ARTICLE 30** La Banque de la République d'Haiti (BRH) opérera la conversion en devises des fonds qui seront utilisés par le Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) pour l'importation de biens destinés à son propre usage ou pour le paiement de prestations de services contractés en monnaie étrangère. Pour ces paiements, le FAES pourra aussi utiliser les fonds en devises, mis à sa disposition dans le cadre des contrats de financement international.

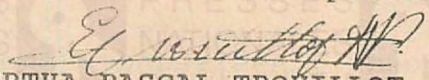
**ARTICLE 31** Une évaluation de la performance du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) et de ses résultats sera réalisée par le Ministère de tutelle au terme de la troisième année de fonctionnement, dans le but de déterminer les modifications éventuelles à apporter à sa mission, à sa structure et à ses modalités de fonctionnement et de financement.

#### TITRE V

##### DISPOSITION ABROGATIVE

**ARTICLE 32** Le présent Décret abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Economie et des Finances, de la Planification, de la Coopération Externe et de la Fonction Publique et des Affaires Sociales, chacun en ce qui le concerne.

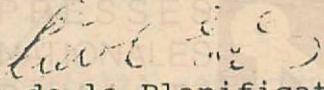
Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le ..28.. mai 1990, An 187ème de l'Indépendance.

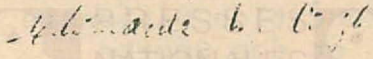
  
ERTHA PASCAL TROUILLOT  
Président




Par le Président

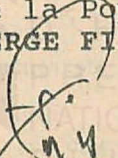
  
Le Ministre de l'Economie et des Finances  
**VIOLENE LEGAGNEUR**

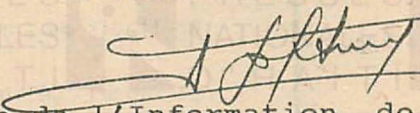
  
Le Ministre de la Planification,  
de la Coopération Externe et de la Fonction Publique  
**LUDOVIC PIERRE**  
Le Ministre des Affaires Sociales  
**CLAUDETTE WERLEIGH**

  
Le Ministre des Travaux Publics,  
Transports et Communications  
**JEAN-PIERRE MOISE PIERRE-LOUIS**

  
Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources  
Naturelles et du Développement Rural  
**Agr. LIONEL RICHARD**

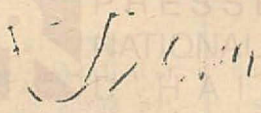
Le Ministre de la Santé Publique  
et de la Population  
**Dr SERGE FILS-AIME**

  
Le Ministre du Commerce et de l'Industrie  
**MAURICE LAFORTUNE**

  
Le Ministre de l'Information, de la Coordination  
et de la Culture  
**Dr CARLO DESINOR**

  
Le Ministre de l'Intérieur  
**JOSEPH MAXI**

Le Ministre de la Défense  
**JEAN THOMAS**





Le Ministre de la Justice  
PIERRE C. LABISSIERE

Le Ministre des Affaires Etrangères  
et des Cultes  
KESLER CLERMONT

Le Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse  
et des Sports  
CHARLES TARDIEU

